

UN HISPANISME EN CHANTIER

Christian LAGARDE

(président de la SHF)

Un contexte en pleine mutation

La thématique des Journées d'Étude 2012 de la SHF s'était imposée comme une évidente nécessité. Nous vivons un grand chamboulement dans notre vie professionnelle, et sans doute l'hispanisme français dans son ensemble – les avant-gardes existent – n'avait-il peut-être pas pris toute la mesure d'une profonde mutation qui s'est étalée tout au long de la première décennie de ce nouveau siècle. Au fond, le changement perpétuel – compulsif ? – de ligne politique (aussi bien politicien, entre droite gauche qu'au sens de 'visée' du terme), de réforme en réforme, comme on le dit à propos de l'impôt, tue... le désir légitime d'évolution et cristallise conservatismes et crispations « identitaires ».

La mutation, à marche plus ou moins forcée selon les périodes et les pouvoirs en place, a fini par engendrer chez la plupart d'entre nous un certain – et parfois profond – désarroi. Cela tient en partie au fait que notre profession est dans une certaine mesure, davantage « régulière » que séculière, à savoir – du moins dans notre domaine des Arts, Lettres et Langues – peu en prise avec les aléas de la vie sociale et la nécessité de se faire une place au soleil (hormis au sein du « *mundillo* »), rassurée par la reproduction d'un savoir et de formes de savoir-faire bien balisées, entre sacralisation des concours, des E.N.S., du C.N.U. et, chez nous, de « la Casa », comme autant de précieux et assez incontournables sésames. Pendant ce temps, les effets de « Bologne » puis de la L.R.U. (pour ne mentionner que les éléments les plus « déclenchants ») venaient rebattre les cartes, « ringardiser » certaines formes d'organisation et surtout de manières de penser notre univers professionnel : l'Europe d'abord, puis la mondialisation d'une part ; l'« autonomie » universitaire et les RGPP de l'autre, ont instantanément brouillé les repères et instauré à l'impératif une autre logique, avant tout comptable et compétitive.

Les initiatives n'ont pourtant pas manqué et dès lors qu'elles ont été engagées précocement par des navigateurs avisés, on peut aujourd'hui en mesurer les fruits, conséquents et enviables aux yeux des « retardataires ». Sous la pression des différentes instances (les tutelles nationales puis locales, l'AERES dans son rôle d'audit), elles se multiplient, pour le meilleur et pour le pire. L'unification des cursus européens et la libre circulation des étudiants – souvent les plus curieux et autonomes d'entre eux – ont contribué à désenclaver notre territoire, et l'élargissement de ces pratiques à l'échelon extra-européen n'a fait qu'accentuer ce processus. Dans notre domaine des « langues étrangères », nous avons été avantagés, par rapport à d'autres disciplines d'essence plus domestique, dans l'internationalisation des échanges en matière de recherche, ne serait-ce qu'en direction de l'espace hispano-lusophone qui est notre « outil de travail ». L'étape récente n'aura été, de ce point de vue, que de consolidation et surtout de formalisation des partenariats voire de réseaux.

Mais la logique entrepreneuriale de la LRU, avant tout pensée pour qu'à travers les sciences appliquées (ou « de l'ingénieur ») se rencontrent la recherche fondamentale et le monde de l'entreprise, nous a laissés assez largement sur le bas-côté. Qu'aurions-nous donc « à vendre » au « marché » ? ne sommes-nous pas d'inutiles rêveurs en chambre, quand ce n'est dans la tour d'ivoire d'un savoir auto-suffisant ? La Société des Langues Néo-Latines et le *Bulletin hispanique* sont plus que centenaires, la SHF, cinquantenaire. Cela confère indéniablement toute une légitimité, mais dans une perspective rendue pour partie obsolète par les nouvelles exigences de rentabilité et d'« employabilité » au nom desquelles on hésite de moins en moins à sacrifier les « canards boiteux »... ou présumés tels. À la faveur des regroupements disciplinaires imposés au nom de pareille logique, il nous a fallu redécouvrir par effet de contraste ce que nous sommes, c'est-à-dire ce que nous avons jusqu'ici perpétué assez pieusement, bardés de certitudes et d'un indiscutable désir de bien faire.

Pour l'anecdote, il y a quelques années de cela, un de nos collègues – qui se reconnaîtra peut-être – sacrifiant au rite de l'audition, où l'on se met un peu à nu devant ses pairs, se définissait comme « hispaniste », dispensateur de cours de traduction, spécialiste d'un grand auteur contemporain aux versants littéraire et « de civilisation ». Il était donc en cela, en plein « cœur de métier » (pour sacrifier au jargon), et si je puis dire « multi-usages » pour l'établissement recruteur. Mais, sorti des points de repère propres à notre cercle, qu'était-il

« sur le marché » ? comment positionner sa recherche au sein d'une unité, *a fortiori* à l'intérieur de structures d'enseignement et de recherche « compactées » au gré de « mutualisations » (en clair, de regroupements visant avant tout à un abaissement des coûts) le plus souvent imposées par les différentes tutelles, à la fois emboîtées et, au final, hiérarchisées ? Au-delà de notre qualité d'hispanistes (au sens large), la recherche nous identifie de manière plus précise et discriminante, et si les profilages enseignement et recherche des postes d'enseignants-chercheurs mis au concours dans les différents établissements se trouvent relativement en coïncidence, ceux du premier sont fréquemment bien plus larges que ceux de la seconde.

Or la mutualisation opérée dans la « transversalité », conduit à devoir combiner une pertinence disciplinaire par filière, et une compatibilité interdisciplinaire avec les axes de la formation et surtout de la recherche. D'où la question soulevée au cours des Journées d'Étude, qui est précisément celle de l'articulation entre ces deux logiques, et de ses effets induits sur une « visibilité disciplinaire » susceptible ou non de subsister, à tout le moins de se trouver passablement altérée.

Ces journées de juin 2012, tenues sous le soleil avignonnais et dans l'atmosphère fraîche et propice de l'ancien hôpital Sainte-Marthe, grâce aux bons soins de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, du Laboratoire Identité Culturelle, Textes et Théâtralité (ICTT) dirigé par Madelena Gonzalez, de nos dévouées collègues Anne Paoli, Nachou Galera et Antonia Amo Sánchez, nous invitaient à une auto-analyse collective des plus salutaires. La structuration autour de trois tables rondes thématiques était indéniablement pertinente dans son ordonnancement : Enseignement, Recherche, Valorisation de la Recherche, et il en sera rendu compte ici par la suite.

Il n'en demeure pas moins que l'analyse qui m'incombe me paraît être plus rationnelle à partir de l'entrée « Recherche ». Il semble en effet patent que la restructuration de la recherche, quoique toujours en cours d'exécution, a, dans notre discipline, précédé chronologiquement les deux autres aspects. Fort logiquement pour ce qui est de sa « Valorisation », qui ne peut être qu'en aval ; avec un peu moins d'évidence, concernant l'Enseignement : j'essaierai d'expliquer pourquoi. Chacun des coordonnateurs pressentis avait

eu en charge de constituer son équipe d'intervenants et d'envisager à travers eux l'ensemble – ou du moins les grandes lignes – du champ considéré.

La Recherche

La table ronde consacrée à la Recherche était coordonnée par Christian Boix. Sa fonction de délégué scientifique de l'AERES au titre des Unités de Recherche dans notre domaine, lui confère une réelle légitimité. L'évaluation d'un nombre important d'entre elles, disciplinaires (de notre discipline ou d'autres langues) ou pluridisciplinaires, d'Écoles doctorales du secteur Arts, Lettres et Langues (ALL) ou Sciences Humaines et Sociales (SHS), lui donne, tout comme à ses pairs, une vision panoramique de l'état de la recherche qui fait souvent défaut à la plupart d'entre nous, qui n'en avons qu'une approche fragmentaire. Christian Boix a de surcroît l'avantage d'être en prise avec le terrain, comme directeur d'une Équipe d'Accueil pluridisciplinaire à l'Université de Pau.

Cette table ronde faisait intervenir trois autres participants : Pierre Civil, de Paris 3 Sorbonne Nouvelle, au double titre de vice-président scientifique de cet établissement et de directeur d'équipe, rend compte des perspectives (difficultés et ouvertures) que son expérience lui a permis de discerner. Anne Cayuela, spécialiste comme Pierre Civil du Siècle d'Or, a centré sa contribution sur l'expérience qu'elle a pu acquérir, à partir de son université – Stendhal, Grenoble 3 – du fonctionnement d'un réseau de recherche international et interdisciplinaire, développé dans le cadre d'un projet ANR. Enfin, avec Monique Martinez Thomas, pionnière dans le secteur de la communication culturelle et du théâtre, aujourd'hui responsable du pôle doctoral « Recherche et Développement » dans le cadre de l'Université de Toulouse, nous sommes appelés à franchir d'autres frontières, qui sont celles de l'articulation possible de nos formations à une demande émanant de l'entreprise privée dans la perspective de l'« employabilité » de nos docteurs.

La présentation introductive de Christian Boix s'articule autour de la prise en considération de trois types de contraintes : organisationnelles, scientifiques et celles liées « au réinvestissement de la recherche et à ses débouchés ». Au titre des premières, Christian Boix rappelle la dynamique « agglutinant[e] » qui s'est manifestée au cours de cette dernière

décennie, en la contrastant avec une « hétérogénéité foisonnante » des disciplines du secteur SHS (Sciences Humaines et Sociales, auxquelles est rattaché l'hispanisme) responsable d'un regrettable « manque de visibilité », et des nomenclatures mêmes censées les structurer. *Quid*, par voie de conséquence, des actuelles sections du CNU ? Le dilemme actuel s'inscrit au plan scientifique, entre la « sauvegarde d'une cohérence scientifique » et les « voie[s] d'exploration » suggérées par des regroupements vers la pluri-, l'inter- ou la transdisciplinarité (termes loin d'être synonymes). Il est source d'inconfort individuel et collectif et souligne le « malentendu épistémologique » évoqué à travers l'anecdote précédemment citée. Avec pour toile de fond « un enjeu crucial : celui de l'actuelle désaffection des étudiants pour nos filières », Christian Boix soulève enfin la question de la nécessaire adaptation des études doctorales à une 'employabilité' bien moins évidente – parce que non immédiate – que dans d'autres domaines, en vue de faire d'un doctorat qui ne peut plus avoir comme seule finalité le métier d'enseignant-chercheur, un socle de compétences de haut niveau et transversales favorisant l'adaptabilité professionnelle attendue par marché de l'emploi. Or ces compétences, nous est-il déclaré à juste titre, « ne peuvent être acquises qu'au sein de l'université », et c'est sans doute là notre planche de salut.

Pierre Civil aborde pour sa part la question de la structuration des équipes hispanistes « qui se pose, à [s]on sens, en termes de contraintes institutionnelles, de chaîne de conséquences et de stratégies d'adaptation ». Du point de vue institutionnel, au-delà de l'injonction générale au rattachement de chaque enseignant-chercheur à une unité de recherche à titre principal, « source de clarification », Pierre Civil souligne la logique d'établissement issue de la LRU, qui contrevient souvent, pour son propre affichage, à celui des différentes disciplines. Néanmoins, dans le contexte tel qu'il se présente, étant donné que le repli 'identitaire' est une option qui coupe le chercheur de tout financement, mieux vaut s'efforcer de se faire une place – et par là même de faire une place à sa discipline – au sein de ces conglomérats où l'on a par ailleurs beaucoup à apprendre de l'échange humain et scientifique, pour peu que l'on y mise sur la qualité et que les « protocoles de travail en commun » soient clairement et consensuellement établis. Enfin, Pierre Civil mentionne l'intérêt de la survivance de la structuration en équipes face à des fonctionnements exclusivement axés sur des projets, ailleurs en Europe et au-delà. Effectivement, la réussite

dans la mise en œuvre d'une telle articulation constitue indéniablement aujourd'hui un enjeu majeur.

Anne Cayuela nous livre ensuite une réflexion sur l'aventure interdisciplinaire et son rapport au disciplinaire. Elle le fait à partir de son expérience de mise en œuvre d'un projet ANR national et international, dans un champ de recherche peu en prise avec la demande sociétale : « Les idées du théâtre », de la Renaissance à l'âge classique. À ses yeux, la direction à ne pas suivre serait de « prend[re] de grandes notions [...] en espérant que sous ce terme les chercheurs qui travaillent sur des sujets extrêmement divers pourront caser une partie de leur recherche en cours ». Bien au contraire, dit-elle, « plus la discipline est pointue, plus la transdisciplinarité, la confrontation de savoirs parcellaires, l'échange et la coopération sont à même de fonctionner », et surtout, comme garant ultime des exigences 'traditionnelles', il est primordial de retenir, selon Anne Cayuela que « ce n'est qu'à partir de l'épaisseur disciplinaire que l'on construit la densité interdisciplinaire ». Autant dire que les deux vont de pair et que l'exigence disciplinaire a, contrairement aux apparences et aux craintes exprimées, de beaux jours devant elle.

Cette table ronde consacrée au volet « Recherche » se clôt par l'intervention quelque peu iconoclaste mais fortement incitative de Monique Martinez Thomas, qui prend à bras-le-corps la question du devenir des docteurs que les universitaires que nous sommes forment, dans un domaine qui ne leur ouvre en principe que peu de perspectives professionnelles en dehors des différents degrés de l'enseignement (auquel 63% d'entre eux se destinaient en 2004). Nos docteurs seraient-ils pour autant inaptes à faire reconnaître leurs compétences au-delà, dans le secteur « Recherche et Développement » qui recrute ? Tout en affirmant que les études doctorales sont « à un véritable tournant », puisqu'elles ne se bornent plus à la seule réalisation de la thèse, Monique Martinez souligne qu'il importe pour ceux qui acquièrent le plus haut grade universitaire, de savoir bien identifier « leurs compétences et [...] leur valeur » et en quoi elles sont transférables pour les mettre en adéquation avec la demande du marché. Selon elle (sur la base de son expérience toulousaine), dans le cadre de notre discipline, la « valeur ajoutée » tient aux savoir-faire communs à ce niveau de formation, et spécifiquement à des compétences linguistiques et interculturelles particulièrement appréciées, de nos jours, par les entreprises dans le cadre de la globalisation des échanges à laquelle elles prennent une part active.

Dans le domaine de la recherche, il est donc manifeste que le mouvement est structurellement grandement engagé et que l'hispanisme, à l'image du monde universitaire français dans le domaine des SHS, se trouve bon gré mal gré au milieu du gué. En dépit des inquiétudes et des nostalgies, il paraît difficile et surtout déraisonnable d'envisager de faire machine arrière dans un contexte d'évolution sociétale et globale qui dicte sa loi, quoique chacun puisse en penser – ce dont nous n'entendons surtout pas nous dispenser. L'hispanisme n'a pas à y brader son capital scientifique, et il a en même temps le devoir de se préoccuper du sort des meilleurs parmi les étudiants qui viennent à lui. De même que l'on n'imagine guère qu'en tant qu'enseignants-chercheurs nous nous destinions à la seule reproduction des savoirs acquis, il est impératif, ainsi que le suggérait la dernière intervenante, que « nous accept[ions] de nous remettre en question » au mieux des intérêts de toutes les parties prenantes.

La Valorisation de la recherche

Nous ne vivons pas impunément dans une société de communication. S'il est une nécessité confirmée de façon impérative à la faveur des évolutions de la recherche, c'est bien celle d'en valoriser les résultats afin, non seulement de les rendre accessibles à la communauté scientifique, aujourd'hui mondialisée, mais aussi à un public le plus large possible à travers une vulgarisation de bon aloi et à l'ensemble des décideurs publics ou privés, en tant que possible recherche appliquée.

Georges Martin, qui fut président de la SHF et un temps professeur à l'ENS de Lyon, à présent en poste à Paris-Sorbonne où il dirige une importante équipe, a bien voulu prendre en charge la table ronde consacrée à la « Valorisation de la recherche ». Lui-même très novateur pour ce qui est des supports virtuels alors même qu'il est médiéviste, il s'est entouré de plusieurs experts extérieurs à l'hispanisme pour suggérer ici des pistes aux participants aux Journées, et par la suite aux lecteurs de la présente publication. Ont pris part aux échanges, trois directeurs de Presses universitaires : François Moureau, qui dirigeait jusqu'alors les PUPS (Presses Universitaires de Paris-Sorbonne), Jean-Claude Zancarini, son homologue à l'ENS-Lyon et Charles Zaremba, qui préside aux destinées des PUP (Presses de l'Université

de Provence). Y concourait également, Pierre Mounier, co-fondateur du Centre pour L'Édition Ouverte (CLEO – Open Edition), plus connu sous l'appellation de plateforme « revues.org ». Il est dommage pour les lecteurs d'*HispanismeS* que les deux derniers intervenants cités n'aient pas pu trouver le temps de mettre en forme le contenu de leur exposé pour les faire bénéficier de leurs réflexions. Nous ne pourrions donc mettre à leur disposition que trois textes sur cinq.

Les propos introductifs de Georges Martin visent dans un premier temps à définir la « valorisation », à la fois comme « transfert vers la société des avancées de la connaissance » et en tant que « méthodes permettant d'améliorer la visibilité de la recherche ». Il s'agit pour les producteurs de savoir universitaire que sont les chercheurs, d'entrer en contact avec l'univers socioéconomique, par la création ou la participation à différentes formes d'activités culturelles, la création de collections chez des éditeurs privés ou de « structures éditoriales en ligne ». Mais, suggère Georges Martin, la valorisation commence par la mise en circulation transversale de nos travaux dans notre milieu, aux plans national, européen et mondial, à destination de nos pairs et des jeunes chercheurs. Or, dans le domaine de la communication médiatique, puissante caisse de résonance, « l'hispanisme a encore beaucoup de retard à rattraper ». Il n'en demeure pas moins – Georges Martin plaide avec conviction dans ce sens – que notre visibilité s'est considérablement accrue depuis le développement du numérique, à travers la création de sites web, l'édition en ligne, la création de portails d'archives ouvertes, d'annonces de manifestations ou d'indexation des publications.

Avec François Moureau, nous avons affaire à un propos moins tranché sur le devenir de l'édition papier que la Sorbonne « tient à préserver » : il restera le support privilégié des « livres savants [...] de grande qualité » et les ouvrages électroniques, qui « doi[ven]t être payant[s] » et demeurent pour l'heure à l'état de tests, « viendront en complément ». François Moureau, qui retrace en premier lieu l'évolution de la politique éditoriale des PUPS, termine son propos en déclinant de manière détaillée les différents critères technico-financiers à prendre en compte dans une évolution vers le numérique qui est inéluctable – à preuve la diffusion des ouvrages des PUPS antérieurs à 2008 par Google Livres.

Jean-Claude Zancarini, lui aussi en charge de Presses universitaires, fournit un autre éclairage à travers l'évocation de la constitution et de la philosophie du pôle « diffusion des

savoirs » à l'ENS de Lyon, qui intègre la nouvelle Bibliothèque Diderot, commune à l'ENS et aux universités Lyon 2 et Lyon 3. Déterminé à publier « sous les deux espèces », Jean-Claude Zancarini entend « réussir le virage numérique », gage de l'internationalisation des publications, et mettre l'accent à l'avenir sur la réalisation de « manuels numériques » intégrant tous types de supports.

Les voies de la valorisation de la recherche sont donc multiples, et constituent un autre chantier ouvert, traversé par la révolution numérique qui offre bien des potentialités encore largement inexploitées, par manque d'initiative et/ou de technicité : même convaincus, reste tout de même, pour les universitaires et les services *ad hoc*, à maîtriser et à actualiser les outils informatiques, tout comme le nouveau modèle économique. Mais le livre papier semble ne pas devoir céder encore complètement le pas aux *e-books*.

L'Enseignement

Si j'ai inversé l'ordre de présentation des tables rondes, en « rétrogradant » délibérément celle consacrée à l'Enseignement, c'est parce que ce secteur, d'une certaine manière, emboîte le pas dans sa mutation à celui de la Recherche, tout particulièrement au niveau du Master où la question de l'employabilité se pose en termes cruciaux, puisqu'il constitue une bifurcation entre la voie de la recherche dont il vient d'être question et celle « des concours » qui apparaît de plus en plus comme l'une des voies parmi bien d'autres de la professionnalisation non universitaire (avec les innombrables « Masters Pro »). Ces préoccupations et les restructurations auxquelles on assiste, rétroagissent sur l'amont, qui est celui du niveau Licence, si bien que l'ensemble des cursus se trouve affecté. À cela il convient d'ajouter, de manière concordante, les bouleversements induits par d'importants transferts d'effectifs d'étudiants – et par voie de conséquence, de besoins de formation, et donc de profilage de postes – de la filière « noble » LLCE vers la filière LEA et le dénommé « secteur LANSAD » regroupant ce que l'on appelait naguère le NSP. Enfin, comme pour la recherche, les regroupements de formations de spécialité se sont multipliés, motivés par les baisses d'effectifs ou la multiplication des « parcours », sous forme de « mutualisations » et de

« troncs communs » dont l'intérêt primordial, faut-il le dire, est avant tout de nature comptable.

La coordination du volet « Enseignement » a été confiée à Jacques Terrasa. Son expérience d'enseignant-chercheur dans une « grosse université de province » (l'Université de Provence, devenue par fusion Aix-Marseille Université) lui a permis de mesurer l'ampleur des évolutions, et ses responsabilités, au plan national, tant au jury du CAPES externe d'espagnol qu'à la présidence de la 14^{ème} section du CNU qu'il occupe aujourd'hui, ont fait de lui un acteur important d'une sélection professionnelle adaptée à des besoins changeants.

Quatre autres intervenants, sur la base d'études de cas et/ou d'enquêtes, complétaient cette table ronde : Pascal Gandoulphe analyse les évolutions dans le développement des filières au sein de son propre établissement (Aix-Marseille) et indique les orientations politiques dans le secteur des langues qu'il est en charge aujourd'hui de piloter. Olinda Kleiman, de l'Université Lille 3, exprime au nom des « lusistes », les grandes difficultés que rencontre sa discipline, tandis que Carlos Heusch dépeint la situation privilégiée de l'École Normale Supérieure de Lyon. Enfin, Françoise Moulin Civil (depuis lors Rectrice de l'Académie de Lyon) parle ici en sa qualité de collègue hispaniste et d'ancienne présidente de l'Université de Cergy-Pontoise, établissement qui a dû trouver sa place au sein du paysage universitaire fortement concurrentiel de l'Ile de France.

C'est donc à Jacques Terrasa qu'est revenue la tâche ingrate de tenter de broser, à travers une enquête nationale préalable dont il détache quelques cas de figure emblématiques, un état des lieux du métier d'enseignant dans le supérieur et un panorama d'un ensemble disparate de formations, en principe soumises aux mêmes contraintes légales et réglementaires, en réalité favorablement ou pas armées pour tirer leur épingle du jeu au milieu d'un domaine dévasté par la « réformite » émanant successivement (et parfois concouramment) des différentes tutelles. Il ressort de ce tableau forcément incomplet une évidente difficulté à tirer des conclusions générales, tant la disparité des situations est grande, mais néanmoins une multiplicité de questionnements qui témoignent des incertitudes et d'un certain désarroi des acteurs de la grande mutation en cours.

L'intervention de Pascal Gandoulphe illustre les difficultés et les opportunités qu'offre à l'enseignement de l'espagnol la conjoncture précédemment évoquée, à la faveur de la fusion des trois grandes universités de l'Académie d'Aix-Marseille. On observera que Pascal Gandoulphe, siglodoriste patenté, occupe au sein de ce macro-établissement les fonctions de Directeur du Pôle « Langues, langage et cultures » de l'UFR « Arts, lettres, langues et sciences humaines », évolution personnelle emblématique de celle en cours au plan général. Il formule d'emblée la question qui hante la plupart d'entre nous : « Doit-on [...] considérer qu'avec [la] désaffection pour la filière LLCE, les études hispaniques sont en perte de vitesse ? » pour y répondre immédiatement par la négative, si tant est que « nous nous montrons capables d'élargir l'éventail de nos formations, de les articuler à de nouveaux champs disciplinaires et, pour ne pas perdre le lien essentiel entre recherche et enseignement, de diversifier nos objets de recherches ». Pascal Gandoulphe décline l'ensemble du dispositif innovant mis en place localement, à seule fin de ne pas subir sans contrepartie l'exode des étudiants vers une professionnalisation diversifiée. Il prend appui sur le (et le contrepied du) « malentendu épistémologique » de l'hispanisme mentionné par Christian Boix et, pour ce qui est de la filière LLCE, opte pour « renverser la perspective habituelle » en en faisant le socle de compétences de même type que celui mis en avant par Monique Martinez au sujet du doctorat.

L'exposé de Olinda Kleiman vise à dresser un état des lieux aussi précis que possible de la filière des études lusophones, qui pâtiennent d'un resserrement drastique – crise « oblige » – de l'éventail des langues offert aux étudiants, et des enjeux que suppose la survie ou la disparition de cette discipline au niveau universitaire. Les lusistes, porteurs d'une discipline menacée, ont répondu massivement à l'enquête soumise : ils font corps pour défendre un territoire affecté des mêmes bouleversements que celui de l'espagnol, mais où l'échelle réduite s'avère bien plus ravageuse, en termes de seuils d'ouverture des sections de LLCE et – on le sait – de sessions de concours de recrutement. En revanche, en LEA et en LANSAD, s'expriment de nouvelles nécessités, principalement liées à la montée en puissance économique « émergente » du Brésil. Le bilan que dresse Olinda Kleiman est donc à la fois factuel et une dénonciation du double langage tenu sur la nécessaire diversité de l'offre linguistique. Comment avancer, planifier quand pareilles incertitudes sont à tout moment capables de remettre en cause le travail investi, et quand, prenant acte de ce que « la demande

existe », on en est réduit à constater que « ce qui n'existe pas, ce sont les moyens d'y répondre » ?

Avec le « Bilan d'une première décennie » de la présence de l'hispanisme à l'ENS de Lyon, Carlos Heusch nous offre un panorama aux antipodes de la précarité des études lusophones. Rien d'étonnant à cela, puisque l'ENS joue à juste titre la carte de l'excellence dans un contexte de forte concurrentialité. Les études hispaniques concernent 7 des 35 élèves (20%) recrutés chaque année, auxquels a été soumis un questionnaire minutieusement dépouillé. Il en ressort, de manière prévisible, des conditions exceptionnelles d'encadrement et de réussite qui s'illustrent par un taux élevé d'obtention de l'agrégation externe et de contrats doctoraux, mais aussi des éléments moins attendus, sur l'origine socioprofessionnelle ou le rapport à l'hispanité. Pourtant, Carlos Heusch pointe un certain nombre de « nuages » dans ce tableau idyllique : tout d'abord, la difficile compatibilité – observée partout ailleurs – de l'exercice d'un poste d'ATER ou d'AMN à plein temps avec l'exécution en trois ans de la thèse, et surtout – phénomène plus inquiétant, s'agissant de l'élite de l'hispanisme à venir – la faible attractivité du métier d'enseignant ou d'enseignant-chercheur au profit de filières économiquement et socialement plus valorisantes telles que Sciences-Po ou l'ENA, qui débouchent sur des emplois dans « la très haute fonction publique, la diplomatie, la culture, etc. ». À moins, cependant, d'« être un jour à la place de leur ancien professeur d'espagnol de khâgne bien-aimé »...

Françoise Moulin Civil, qui ferme la marche de cette table ronde consacrée à l'enseignement, s'exprime en tant qu'hispaniste (elle a entre autre été très active dans notre société) mais surtout comme ancienne présidente de l'Université de Cergy-Pontoise, qu'elle définit comme « de proximité » et « pluridisciplinaire », donc nécessairement portée sur « la transversalité et [...] la transdisciplinarité ». Plutôt que de considérer la « recomposition à marche forcée comme la fin du monde universitaire », elle prend le parti de la considérer « comme une chance ». Dans le cadre d'une pluridisciplinarité imposée, Françoise Moulin Civil souligne l'intérêt de valoriser la discipline par un bon adossement à une recherche de qualité et d'être « proactif » en prenant l'initiative, comme dans le cadre bi-licences ou de formations bi-langues. Face à la désaffection à l'égard de la filière LLCE, elle suggère d'en faire « un parcours d'excellence au sein des humanités », en la diversifiant vers « la traductologie, la médiation culturelle, le journalisme, etc. ». Face à une conception « étroite et

[...] stérilisante » de la discipline qui s'accompagne souvent d'une perception « cataclysm[ique] » des évolutions, Françoise Moulin Civil milite pour qu'elles soient considérées par chacun « comme des stimuli propres à nous remettre sainement en question ».

Au bilan de cette table ronde nourrie et malgré un enthousiasme de rigueur, s'impose une impression très mitigée, due à la redéfinition d'un métier consécutive à une évolution importante des structures et à l'établissement marqué de flux d'étudiants vers de nouvelles filières. Au milieu de ces bouleversements, émerge consensuellement l'idée qu'il convient d'y voir la bouteille à moitié pleine, de s'ouvrir vers de nouvelles perspectives et autant que possible de les choisir et les modeler en fonction des atouts de la pluridisciplinarité consubstantielle que présentent l'enseignement et la recherche en domaine hispanique, plutôt que la bouteille plus qu'à moitié vide d'une vision de notre monde professionnel en pleine débâcle.

Un point de vue

À cet égard, je me permettrai un certain nombre d'observations qui n'engagent que ma personne : je suis en effet persuadé que les évolutions qui aujourd'hui nous accablent étaient en partie prévisibles, et que, dans une certaine mesure, l'hispanisme tel que l'incarne la SHF n'a rien vu – et sans doute, rien voulu voir – venir. Il aurait suffi, dans le cadre d'une approche interdisciplinaire, de prendre garde à l'évolution de l'anglicisme voisin pour savoir que nous aurions dû, en voyant « *las barbas del vecino afeitado, poner las nuestras a remojar* » : nos collègues anglicistes, depuis longtemps sollicités par les Écoles d'ingénieurs et autres filières technologiques, ont eux aussi subi la mutation que nous connaissons depuis peu. Il en est du reste résulté, dans leur secteur, d'une part, une fracture entre leurs structures « savantes » (SAES, AFEA) et le GERAS né de la nécessité de répondre aux besoins du LANSAD, et d'autre part, la préoccupation de combiner la préservation des études anglophones « classiques » face à la prolifération des langues de spécialité et au « globish scientifique » ambiant.

De quelle manière l'hispanisme a-t-il traité, localement, les besoins en LEA ou en LANSAD, si ce n'est, souvent, en déléguant ces enseignements à des collègues spécialistes de

LLCE en sous-service, à des ATER ou Allocataires-moniteurs ou à des vacataires de toute sorte, peu formés et motivés « par défaut » ? De quelle manière, plus généralement, la didactique de l'espagnol a-t-elle été considérée du point de vue de la recherche, si ce n'est, comme « recherche appliquée » ou « recherche-action », en parent pauvre scientifique ? L'émergence et le développement du GERES sont le fruit de ce désinvestissement de l'hispanisme dans ces domaines – et sans doute aussi une des causes de la baisse constatée du nombre d'adhérents de la SHF. Par ailleurs, la part prépondérante que sont en train de prendre (au sein des ESPE dans lesquels se réincarnent les IUFM) les didacticiens dans la formation aux concours, et que nous subissons, n'est peut-être pas sans lien avec le désintérêt manifesté durablement pour ces questions subalternes. Il est aujourd'hui un peu tard pour revenir en arrière, mais à l'heure d'un bilan sincère tel qu'il s'est exprimé en Avignon et qu'il se matérialise ici dans le texte, force serait de reconnaître l'aveuglement collectif dans lequel nous nous sommes confortablement tenus et qui nous place ces temps-ci au bord d'un gouffre que nous sentons effroyable, mais que nous saurons néanmoins éviter, grâce à l'initiative que nous sommes contraints et parfaitement capables de développer.

À ce constat plutôt amer, il y a cependant quelques légers bémols. Le principal est que les postes de LANSAD – et parfois aussi certains de LEA – sont des postes de PRAG ou de PRCE, c'est-à-dire des postes d'enseignants et non pas des postes destinés aux enseignants-chercheurs que nous formons. Ces statuts – on ne le sait que trop – intéressent d'autant plus les tutelles locales que le service de ces collègues est le double de celui d'un MCF. Il est évident que la progression spectaculaire d'un secteur qui fait largement appel à eux, se fait au détriment de l'employabilité de nos jeunes docteurs, à moins que ces derniers ne renoncent à la recherche. L'aveuglement dont je traitais n'était donc peut-être qu'une cécité stratégique susceptible, un temps, de maintenir une formation à la recherche « traditionnelle ». Ce n'était en réalité que différer les effets du bouleversement, car force est de constater que les filières de LEA et de LANSAD proposent des fléchages de postes de plus en plus « pointus » et spécialisés, en fonction des objectifs de professionnalisation qu'elles sont contraintes d'afficher dans un environnement concurrentiel. Or les jeunes docteurs formés dans l'esprit LLCE se trouvent fort démunis face à des professionnels formés à Bac + 3 ou Bac + 5 dans des spécialités fort éloignées de l'hispanisme. Entre ces professionnels plus pointus et les

PRAG et PRCE plus rentables, nos jeunes docteurs en quête d'un poste dans le supérieur subissent par conséquent une sorte de « double peine »

Et si nous prenons en considération les formations bi-disciplinaires (bi-licences ou bi-langues) ou apparentées, censées permettre aux hispanistes de trouver à s'investir dans des diplômes porteuses (par exemple droit-langue ou économie-langue et, plus proche de nos « bases », traduction spécialisée-interprétariat), celles-ci n'en requièrent pas moins l'acquisition de compétences (de préférence, préalables) que ne délivrent ni nos parcours d'enseignement ni ceux de recherche. Or l'on ne peut durablement « bricoler » dans l'exercice de ces enseignements. Raison de plus sans doute pour que nous formions, aux niveaux Master et Doctorat, des étudiants aux compétences non exclusivement disciplinaires, susceptibles non seulement de mieux intégrer le monde du travail (c'est déjà le cas au niveau Master) mais aussi de prendre le relais en devenant, doctorat en poche, des enseignants-chercheurs en mesure d'assurer de manière pleinement satisfaisante la formation d'étudiants « employables ».

Pour conclure, on retiendra de ces quelques pages introductives et de celles, fort instructives, qui leur font suite, que la thématique retenue pour les Journées d'Étude de 2012 n'était pas véritablement anodine et que, en dépit d'un cloisonnement satisfaisant pour notre rationalité, toutes les questions soulevées se tiennent. La recherche ne peut se désintéresser ni de la diffusion de ses acquis ni du devenir de ceux qu'elle forme au plus haut niveau. Ces derniers n'en sont pas pour autant armés s'ils souhaitent s'inscrire dans une perpétuation de leurs « modèles » académiques, et pas davantage s'ils cherchent un emploi dans d'autres secteurs. Le métier d'enseignant-chercheur... se cherche, à la croisée des chemins. Face à ces problématiques anxigènes, émergent – comme se sont plu à le manifester de concert quoique sans concertation les participants aux trois tables rondes – deux puissants antidotes : la qualité des formations, de la recherche et de sa mise en réseau et en scène ; l'imagination, vecteur de dynamisme, qui permet de trouver des solutions et de progresser, individuellement et collectivement. Car c'est bien un message de réalisme et d'espoir que délivrent à chacun de nous, pour aussi déprimés que nous nous sentions, les douze contributeurs, tel qu'ils l'illustrent eux-mêmes au jour le jour dans les nombreuses tâches dont ils s'acquittent avec efficacité et honneur. Puissent-ils nous aider à aller dans ce sens !...